

AUJOURD'HUI

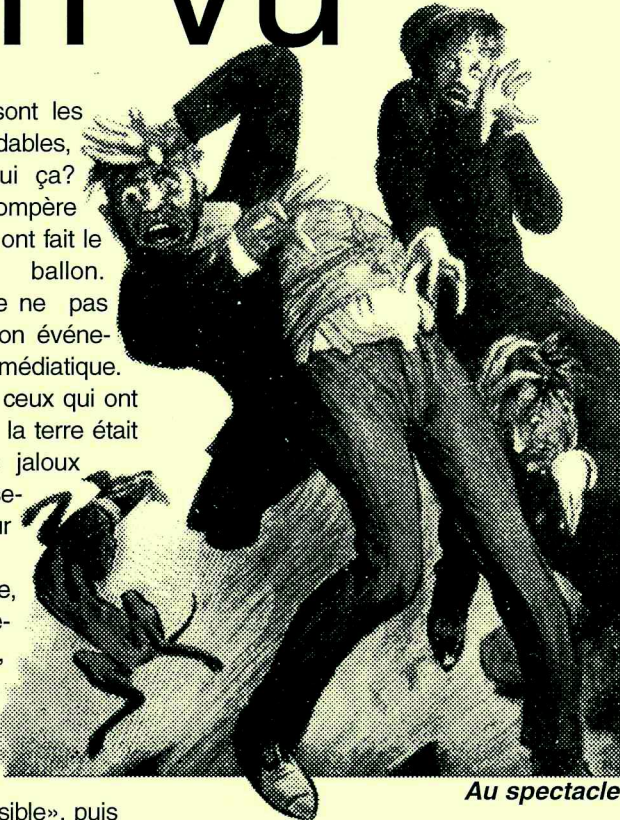
Bimensuel libertaire

Rien vu

Ils sont fantastiques, ils sont les plus grands, ils sont formidables, ils sont magnifiques... qui ça? Piccard bien sûr et son compère Brian Jones, les types qui ont fait le tour du monde en ballon. Parfaitement impossible de ne pas être au courant de ce «non événement», mais vrai succès médiatique. Ceux qui n'ont pas adoré, ceux qui ont dit qu'ils savaient déjà que la terre était ronde, ne sont que des jaloux (Tages-Anzeiger), des pisse-vinaigre qui ont perdu leur regard d'enfant.

La mère patrie est heureuse, son «petit prince» est revenu. Piccard, fils de Piccard, petit-fils de Piccard, notre héros national a – comme il se doit – tout d'abord remercié Dieu, qu'il appelle curieusement «la main invisible», puis son sponsor, une marque de montres suisses du milieu de gamme, au prix moyen de 1300 frs. Il s'agit «d'une marque de niche fortement typée sport/chronographe» (Le Temps) que pourrait maintenant racheter le groupe Swatch... Pendant que vous rêvez, d'autres mènent à bien leurs affaires. On aimerait, par exemple, en savoir un peu plus sur le marchandage opéré entre nos ministres et les autorités chinoises pour obtenir le précieux visa qui avait fait défaut aux autres concurrents.

Sur le plan des records, ces derniers jours n'ont pas été seulement ceux du succès «piccardesque», le Dow Jones (l'indice industriel américain) a aussi réussi à passer la barre psychologique des 10'000 points; ça n'a rien à voir, peut-être, sauf que cette euphorie boursière, à l'image du spectacle des «aéro-héros», n'améliore guère la situation sociale de la grande majorité des gens, même aux États-Unis. Au contraire, il semble bien que la «bulle» financière



Au spectacle

pourrait une fois encore se dégonfler, avec ses cortèges de restructurations et de licenciements...

A l'heure où la guerre gronde au Kosovo et ailleurs, comment recevoir le message de paix et d'harmonie de Piccard? Relevons que la Suisse éternelle se renouvelle question philanthropie: sa charité est désormais virtuelle. Depuis là-haut, nos aéroliers auraient vu qu'«il y a de la place pour tous sur terre». Le seul problème, c'est justement que – tout comme leurs supporters massés à l'aéroport de Cointrin – ils n'ont rien pu voir du tout. Claquemurés dans leur cabine pressurisée à 10'000 mètres d'altitude, absorbés par la manipulation des instruments de bord, ils étaient dans l'incapacité complète de voir les autres mortels. A défaut de nourrir les humains, au lieu de favoriser leur liberté et leur bien-être, le système actuel leur offre de «bien jolis spectacles», beaucoup de rêves frelatés. C'est peut-être là sa force.

M. Argery

AUJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT !**, groupe des AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés.

DIRECT ! est totalement autofinancé.

Editeur responsable:
Claude Cantini.

Tirage: 600 ex.

Adresse:

AUJOURD'HUI - DIRECT !

24, rue de Montbrillant
CH - 1201 Genève

Tél/fax (dès le 1er avril):
022 734 29 22

Nouveau CCP

Direct !, CCP 17-574134-6

e-mail: aujourd'hui@innocent.com

Opinion

Une femme au conseil fédéral, c'est bon pour qui ?

Génétique

Terminator, le mauvais génie génétique

Travail

« Services à domicile », la sale besogne

Prochain numéro

16 avril 1999

Opinion

Le sexe des anges

Ainsi donc le Conseil fédéral compte désormais une deuxième femme providentielle : Ruth Metzler, qui en plus de la féminité représenterait la jeunesse et la modernité...

Faut-il se pencher sur l'obscurité cuisine politicienne qui reproduit, à chaque fois, la même formule magique à la tête de notre pays ? Faut-il s'attarder sur les grands titres de la presse de boulevard qui nous a vendu toutes les facettes de cette « séductrice », de ce produit de marketing, auquel est censée s'identifier la génération des 30-40 ans ? Faut-il montrer combien la « cause des femmes » peut être récupérée par un monde politique contraint, par la force des choses, à se renouveler pour conserver ses prérogatives ?

Sans entrer dans les détails des rapports de force que la récente élection dévoile, il faut remarquer que le Parti démocrate-chrétien, en recul dans les sondages et risquant fortement de se retrouver derrière l'UDC, a bien besoin de renouveler son image dans la perspective des élections nationales d'octobre prochain. Il semble avoir su saisir sa chance, avec cette femme à la fois médiatique et plaisante aux yeux du patronat et de la droite dure pour son intransigeance en matière d'économies budgétaires et ses positions sur la politique d'asile...

Mais tous ces « détails » ne sont pas ceux que la presse a mis en avant pour « informer » les gens. Les « bons » politiciens sont ceux qui mènent discrètement à bien leurs petites affaires et vendent avantageusement leur image. La compétition doit être attrayante comme dans les exploits sportifs, car sans un minimum d'adhésion du public, le système fonctionne mal. Et dans cette « société du spectacle », il semble bien que nous évoluions vers un modèle politique où les idées et les promesses comptent de moins en moins, alors que le look et l'identification personnelle jouent à fond.

A la différence de Ruth Dreifuss par exemple, Ruth Metzler n'a rien promis et personne ne connaît son éventuel programme politique, mais elle est censée porter l'espoir de la jeunesse et des femmes du seul fait qu'elle est jeune et femme ! Si l'on en croit la députée libérale genevoise Barbara Polla, en la choisissant, la majorité du parlement aurait « opté pour la représentativité »¹. Dit d'une autre manière, nous sommes apparemment sortis d'un monde où il existait des différences de classes et d'intérêts, des idéologies contradictoires... pour

entrer dans une société où certaines caractéristiques individuelles détermineraient la façon d'appréhender les problèmes. Non, il n'y aurait plus de riches ou de pauvres, ni de dominants ou de dominés, mais des hommes et des femmes, des générations (jeunes et vieux, quadra, quinquas, etc.) dotés chacun-e-s d'un type de sensibilité qui se doit d'être présent au niveau du pouvoir. Claude Monnier ne dit pas autre chose, quand il prétend que parce qu'elle n'a pas connu mai 1968 et qu'elle était encore très jeune au moment de la chute du mur de Berlin, Ruth Metzler appartient à un autre monde, à une autre planète que ses collègues du Conseil fédéral qui réfléchiraient encore avec des critères démodés comme ceux de gauche et de droite...².

Dans ce cadre, une fois encore, la question femme a joué à plein. Parce qu'elles subissent encore et toujours des discriminations professionnelles et salariales ; parce qu'elles continuent à prendre en charge l'essentiel des tâches domestiques et éducatives dans le cadre du couple et de la famille... on essaie de convaincre les femmes que leur émancipation passe, en priorité, par l'accession d'un certain nombre d'entre-elles à des responsabilités politiques et hiérarchiques.

Si l'on s'en tient aux sondages, en Suisse, les femmes votent un peu plus à gauche (et un peu moins souvent aussi) que les hommes. Pour la classe politique, c'est un électoral à séduire et à fidéliser. Faut-il rappeler qu'à côté d'une assurance maternité ultra minime et non encore engrangée, Ruth Dreifuss a fait passer l'âge de la retraite des femmes à 64 ans, les augmentations régulières des primes d'assurance maladie, etc. sans doute mieux qu'aurait pu le faire un Francis Matthey.

C'est une illusion élitiste de croire que l'accession d'un certain nombre de femmes aux plus hautes fonctions puisse avoir un retentissement réel sur la condition des femmes en général, notamment de celles qui se trouvent au bas de l'échelle sociale. Nous assistons plutôt à un processus inverse, les conquêtes féministes antérieures (l'accès aux méthodes contraceptives par exemple) ont certainement favorisé des carrières individuelles... Et sans en revenir à Cléopâtre, il ne manque pas

d'exemples historiques qui montrent que là où des femmes ont dirigé des pays, les inégalités existantes se sont maintenues, non seulement entre exploités et exploités, mais aussi entre hommes et femmes.

A l'heure où la précarité de l'emploi est le lot de plus en plus de femmes (et de jeunes), c'est de la provocation que de leur offrir une Ruth Metzler comme prétendu modèle. Vis-à-vis des femmes les plus discriminées, celles qui ont des petits boulots à temps très partiels, qui aimeraient augmenter leur temps de travail et qui sont aussi celles dont les conjoints ont les plus bas revenus³, il est assez indécent de vanter les mérites de la double carrière du couple, fut-ce au prix du renoncement à la maternité⁴.

L'aspiration à l'égalité entre hommes et femmes est à nos yeux parfaitement légitime. Pour celles et ceux qui luttent pour une égalité de fait et pas seulement de « droits » entre tous les êtres humains, elle constitue un pas dans la bonne direction. Par contre, s'il s'agit uniquement de déshabiller Pierre pour habiller Jeannette, en conservant intactes, au niveau de la société, les autres inégalités : de salaire, de fortune, de pouvoir... ce n'est plus notre combat. Pour nous, il est grand temps d'arrêter de fantasmer sur le sexe des anges, sur les retombées symboliques et immatérielles que les succès personnels des femmes politiques devraient entraîner. Pour être efficace, la lutte contre les discriminations que subissent les femmes (et contre les inégalités en général) ne peut être qu'une lutte collective, de base, la plus large possible.

M. Argyr

1. *Tribune de Genève*, 17 mars 1999.
2. *Le Matin*, 21 mars 1999.
3. Voir *La mécanique bien huilée des inégalités femmes-hommes*, *Le Monde* : supplément *Économie*, 9 mars 1999, p. II.
4. Cette fausse note du couple Metzler a fait les choux gras de toute la presse, faisant remonter à la surface les clichés les plus éculés sur la féminité. La palme revient sans doute à Joëlle Kuntz pour qui une femme qui renonce à la maternité est une « femme castrée ». *Le Temps*, 15 mars 1999.

Génétique

Né pour tuer

Terminator. Tel est le nom d'une de s plus récentes technologies issue des recherches en génie génétique des plantes

Le choix de cette appellation traduit l'impudence et les ambitions de ceux qui désirent la mettre en œuvre : imposer un modèle d'agriculture revue et corrigée par les grandes firmes bio-génétiques et agro-alimentaires.

La technologie Terminator rend stérile la deuxième génération d'une plante, ce qui empêche le paysan de conserver une partie de sa récolte pour la replanter l'année suivante et l'oblige donc à acheter, chaque année, les semences nécessaires à son activité.

On peut imaginer les implications que cela peut avoir sur les populations pauvres du Tiers-monde : en général peu solvables, les paysans seraient très fragilisés par l'obligation de racheter les semences chaque année, sans avoir l'assurance, comme cela est déjà le cas, de pouvoir tirer suffisamment de revenus des récoltes en cours. Ce type de technologie instaure une dépendance totale vis à vis d'un seul fournisseur et risque de modifier profondément les structures sociales rurales de nombreux pays. En effet, une nombreuse population qui tire actuellement son maigre revenu du travail aux champs, est menacée d'être projetée dans l'inactivité, sans même avoir la possibilité de cultiver des jardins destinés à la production vivrière. La forte attractivité de ces « nouvelles plantes » est aussi à prendre en compte, surtout dans les pays du Sud, où l'activité agricole est très difficile et où les gens ne manqueraient pas d'être sensibles à des arguments tels que la résistance à la sécheresse, à divers herbicides ou à certains insectes. Mais, une fois cette technologie imposée, il sera très difficilement de revenir à un autre modèle. Bien des secteurs agricoles actuellement pris en charge par des petits paysans seraient aux mains d'entreprises plus grandes, voire même directement sous le contrôle des multinationales de l'agro-alimentaire.

C'est le gouvernement des Etats-Unis, par le biais de son département de l'Agriculture (USDA), qui a lui-même mis au point, en collaboration avec la firme Delta & Pine Land (DPL), la technologie Terminator et obtenu son brevet. Quelques mois à peine après l'obtention de ce brevet, la firme étasunienne Monsanto rachetait DPL² et avec, les droits sur Terminator, s'offrant à prix avantageux les résultats de recherches onéreuses. Bel exemple de partenariat entre le secteur public et le privé !

Il est d'ailleurs intéressant de se pencher sur la nature des relations que la firme Monsanto entretient avec divers gouvernements, en particulier celui des Etats-Unis, et sur ses pratiques envers ses « partenaires » et ses adversaires. En 1993, Monsanto a obtenu l'homologation par la Food and Drugs Administration

(FDA) américaine d'une hormone de croissance bovine produite par génie génétique, la STBr, accroissant la production laitière de 10 à 15 %, en s'appuyant sur une étude menée en laboratoire sur 30 rats pendant 90 jours³. Des scientifiques canadiens dénoncent tant la méthodologie que les conclusions de cette « étude » étrangement courte et sans doute lacunaire, ainsi que la dissimulation par Monsanto de résultats plutôt inquiétants : la STBr pourrait provoquer des cancers et des résistances, chez l'humain, à des antibiotiques. En outre, lors de la procédure d'acceptation de la STBr au Canada, des fonctionnaires ont fait état de pressions et de pots-de-vin et de feuilles de leurs documents de travail⁴. Monsanto s'est également illustrée par l'envoi en Europe de soja transgénique mélangé à du soja normal, par son refus d'entrer en matière sur ce quelconque étiquetage des produits contenant des OGM, et par des cultures illégales en champ de nouvelles variétés transgéniques. Ces pratiques sont-elles exceptionnelles ou ne s'agit-il pas plutôt de la norme, eu égard à la guerre commerciale qui fait rage entre firmes sur ce marché en pleine croissance ?

Pour faire face, des luttes s'organisent. En France, le 8 janvier 1998, des membres de la Confédération paysanne ont détruit un stock de maïs transgénique appartenant à Novartis. Trois d'entre eux, René Riesel, José Bové et Francis Roux ont été condamnés à des peines de 5 à 8 mois d'emprisonnement avec sursis, et à verser une provision de 500 000 FF en vue du remboursement des dégâts. En Inde, des paysans ont bouté le feu à des champs de plantes transgéniques appartenant à Monsanto. Mais la police réprime durement les manifestations : on a dénombré 24 paysans morts lors d'une manifestation pacifique⁵. Dans ces deux cas, qui ne sont pas les seuls exemples de résistance, les Etats ont répondu de manière musclée, démontrant leur détermination à défendre les intérêts des multinationales et à noyer dans l'œuf toute velléité de résistance.

Peut-on attendre de l'Etat une protection face aux abus de ces firmes et aux dangers nés de leurs pratiques ? Ce qui précède permet d'en douter. Il faut aussi compter avec l'Organisation Mondiale du Commerce qui, par ses compétences accrues, peut à tout moment, sur recours d'un Etat membre, condamner une législation jugée trop « protectionniste », et l'empêcher de déployer ses éventuels effets protecteurs.

F. Mirail

1. *Courrier International*, n° 437, 18 mars 1999
2. *Le Courrier*, 18 mars 1999
3. *Rebelles*, n° 44, hiver 1999
4. *Idem*
5. *Courrier International* n° 437, 18 mars 1999

Brèves

A l'école comme en prison

« Fouilles personnelles, perquisitions, détentions, interrogations, usage de délateurs et saisies de biens personnels sont autant de pratiques coercitives dûment autorisées dans les écoles. La Cour suprême du Canada, dans [un] arrêt récent [...], a déterminé que la loi sur l'éducation déléguait implicitement ces différents pouvoirs au personnel scolaire. En l'occurrence la direction, les maîtres et les maîtresses d'écoles sont en droit de recourir à ces abus aux fins d'application du règlement scolaire »¹. Cette brève nouvelle en provenance d'Amérique du Nord indique clairement quels sont les principales prérogatives que le pouvoir entend confier à l'institution scolaire. Et il ne s'agit pas là uniquement d'intentions : à Windsor, en Ontario, deux enseignants d'une école secondaire ont en décembre dernier procédé à la fouille à nu de 18 garçons dans le but de retrouver une somme de 80 dollars (environ 80 francs suisses).

1. *Rebelles*, n° 44, hiver 1999

Remède de cheval

Ainsi donc, la ville de New-York « semble avoir trouvé la méthode efficace » pour réduire l'épidémie de tuberculose, maladie qui resurgit dans les métropoles. « Depuis sa mise en application [en 1993], le nombre de cas a chuté de plus de 50 % et la multirésistance de 87 % ». Les autorités new-yorkaises auraient-elles trouvé une méthode pour réduire la paupérisation, ou mieux, les inégalités causées par le capitalisme ? Que nenni. Les médecins sont autorisés à priver de liberté les personnes qui « refusent ou négligent de se soigner ». Ces détentions dans les hôpitaux peuvent aller jusqu'à deux années, le temps pour les malades de n'être plus contagieux ou de terminer leur traitement. Applaudissons à cette efficacité redoutable et attendons le moment où les gestionnaires privés des prisons réclameront leurs quotas de malade.

Source : La Recherche, n° 318, mars 1999.

Travail

Je sers donc j'essuie

En 1990, André Gorz écrivait : « le seul domaine dans lequel il est possible en économie libérale, de créer à l'avenir un grand nombre d'emplois, c'est celui des services aux personnes »¹. Cette prévision est aujourd'hui une réalité.

« Sur le marché des services à domicile, les États-Unis explosent »², et, par exemple, les soins médicaux à domicile arrivent en troisième position des secteurs ayant connu la plus forte croissance en nombre d'emplois entre 1990 et 1995. En France, le marché des services à domicile, en dix ans, a créé 800 000 emplois. Selon PME magazine, « si la Suisse rattrapait son retard, un gisement de milliers d'emplois surgirait »³. Mais, derrière les discours pro-emploi, l'émergence de ce secteur du service à domicile marque une nouvelle avancée vers la société du tout-capitalisme. Il s'agit, en fait, de transformer, à grande échelle, en travail, des activités qui jusqu'alors échappaient, pour l'essentiel, à la sphère économique, et de faire accepter qu'il est bon qu'elles y appartiennent.

C'est le cas de « la grande majorité des tâches domestiques [qui] restent [encore] en dehors du secteur marchand »⁴, ce que Gorz appelle le « travail pour soi » et qui se réduit dans nos sociétés à des « activités d'auto-entretien : nous laver, nous habiller, laver le linge et la vaisselle, faire le ménage et les courses, faire manger et coucher les enfants, etc. »⁵. Le programme est donc de multiplier les emplois de femmes de ménage, de nettoyeurs, de livreurs de nourriture, de gardes d'enfants, etc., pour accomplir ces tâches à la place de ceux qui peuvent payer pour cela. De tels emplois existaient auparavant, mais de façon marginale. La nouveauté, c'est leur organisation dans le cadre d'entreprises qui peuvent aller de l'entreprise individuelle à des entreprises comme Service Masters, qui, aux États-Unis emploient 30 000 femmes de ménage. Ceci permet aux clients d'avoir recours à un service professionnel sans avoir à personnaliser outre mesure la relation avec l'employé et donc de se « déculpabiliser [...] dans une société qui tend à récuser la notion de domesticité »⁶. La raison d'être de ces emplois n'est pas de répondre à une « nécessité » ou de produire, mais de permettre à une certaine catégorie de la population de se délester de tâches souvent considérées comme des corvées. Même si certains de ces services sont assez largement accessibles – pensons au livreur de pizza – les cibles de ces services sont clairement les

personnes à hauts revenus. A ce sujet, l'échantillon sondé dans l'enquête de PME Magazine est représentatif : 95 cadres et responsables, 82 employés, 21 professions libérales. Ce ciblage semble parfaitement judicieux si l'on constate que, sur les 200 personnes interrogées, 165 trouveraient utile de recourir aux services d'une femme de ménage.

Ce que consacre ces services à domicile c'est une inégalité sociale et économique accrue des individus. André Gorz remarque que ces nouveaux boulots « se développent grâce à la paupérisation d'une masse croissante de gens »⁷. En effet, la nature de ces emplois fait que ceux qui les occupent ne le font que pour gagner leur vie et parce qu'ils n'ont guère le choix. C'est donc cette nécessité dans laquelle les place l'organisation capitaliste de la société qui les y contraint.

Dans la catégorie des services à domicile on trouve les « services de proximité », qui « En Suisse, sont en grande majorité, encore tenus par le monde associatif, public et subventionné qui se développe autour de la sphère médico-légale », comme le regrette PME Magazine. C'est là un autre enjeu de ce phénomène : ne pas laisser subsister des zones d'activités qui ne soient pas soumises aux règles de la rentabilité capitaliste. Il faut donc « appliquer les principes de l'économie privée aux mécanismes de solidarité »⁸. Des tâches qui étaient prises en charge par la collectivité ou qui pouvait relever de la solidarité spontanée s'« économisent », avec des prix divers selon la qualité du service et toutes les conséquences inégalitaires sur la santé et les soins.

Dans *Travail et hors-travail : vers une société fluide*, Charles Goldfinger fait la promotion de ces boulots qu'il appelle « services relationnels » car « ils répondent à un besoin essentiel d'entretien des relations sociales [...] dans le monde moderne, global où les liens traditionnels se sont distendus ». Voilà pour l'alibi social : ces emplois sont bons pour la société. Tant pis si « les salaires [...] sont bas et les conditions souvent dures » pour ceux qui portent le « lien social », si ces derniers accomplissent un travail qui ne les intéresse pas et qu'ils n'ont pas choisi. Qui plus est, on leur demande d'y mettre

du cœur et de la convivialité, feignant hypocritement d'ignorer que leur sourire est obligatoire.

Devant l'émergence de ces emplois, l'État ne crache pas dans la soupe, et les « emplois de proximité » sont présentés comme des dons miraculeux pour combattre le chômage. Ainsi en France, sur les 200 adhérents que compte le SEPS (Syndicats des entreprises de service à la personne), 50 sont d'anciens chômeurs. Le message est net : « achetez un seau et un balais et devenez patron de votre propre galère » ; l'autre solution étant de se faire l'esclave d'un autre. But de la manœuvre : faire reculer le chômage et « diminuer les prestations sociales aux chômeurs »⁹. Transférer au privé des prestations assurées par le public permet aussi de faire de belles économies. Peu importe si ces nouveaux emplois sont peu ou pas qualifiés et précaires. On nous assure qu'ils « représentent un point d'entrée dans l'univers du travail »¹⁰ pour les jeunes et les personnes peu qualifiées. S'il est vrai que pour les étudiants, ces emplois ne sont, le plus souvent qu'une transition vers un véritable travail, il en va tout autrement pour les travailleurs peu qualifiés qui n'ont pas d'autre solution que d'accepter des jobs qui ne leur donnent aucune formation supplémentaire susceptible d'améliorer leur condition. Ils sont condamnés à passer d'un boulot de ce type à un autre toute leur vie professionnelle durant.

Sous le couvert du « service », « c'est comme si le modèle colonial prenait pied au cœur même des métropoles »¹¹, réduisant des individus à se faire les serveurs d'autres. Ceux qui vantent ces emplois ont des rêves d'esclavage dans leur tête.

G. Amista

1. *Du Travail qui ne crée point de richesses*, in : *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

2. *PME Magazine*, mars 1999.

3. *Travail et Hors-travail : vers une société fluide*, Charles Goldfinger, O. Jacob, 1998.

4. *PME Magazine*, mars 1999.

5. *Id.*

6. *Métamorphoses du travail*, André Gorz, 1988.

7. *PME Magazine*, mars 1999.

8. *Du Travail qui ne crée point de richesses*, op. cit.

9. *Id.*

10. *PME Magazine*, mars 1999.

11. *Id.*

12. *Travail et Hors-travail : vers une société fluide*, op. cit.

12. *Du Travail qui ne crée point de richesses*, op. cit.